



RÉGION
Nouvelle-
Aquitaine

L'offre de formation liée à la biodiversité : manques et besoins



Octobre 2023

RAPPORT

À partir des besoins et des attendus des acteurs du territoire, quelles sont les formations à la biodiversité proposées, leurs éventuelles évolutions et les manques observés dans la région Nouvelle Aquitaine ?



Introduction



La présente étude s'inscrit en continuité avec un travail déjà engagé par différents acteurs de la formation et des métiers liés à la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine. Sur l'invitation de Biosena, en décembre 2021, ces acteurs se sont organisés en un groupe de travail et se sont engagés dans un atelier de réflexion. L'objectif de cet atelier était d'identifier et de répondre aux besoins de formation des acteurs du territoire, avec en arrière-plan l'idée d'une filière biodiversité et de sa prise en compte dans tout le milieu socio-professionnel et éducatif. L'étude qui suit vient poursuivre cette réflexion.

La réflexion de cette étude tente de correspondre à la stratégie de la feuille de route Néo Terra¹ et à la stratégie régionale pour la biodiversité de Nouvelle-Aquitaine². Ces deux documents visent à « définir une trajectoire de transition globale, en accélérant et en massifiant son action ». Le second document identifie sept enjeux majeurs, notre étude s'inscrivant parfaitement dans plusieurs de ces enjeux et ambitions, notamment celle d'améliorer, partager et diffuser la connaissance.

En effet, l'objectif de la présente étude est d'identifier les manques et les besoins en offre de formation ayant trait à la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine. C'est-à-dire que nous cherchons d'abord à savoir comment sont intégrés les enjeux de protection de la biodiversité dans les activités économiques néo-aquitaines, quelles sont les missions associées

et quelles compétences elles impliquent ? L'objectif est de pouvoir déceler les possibles manques en compétences que l'offre de formation actuelle ne permet pas de couvrir, gênant l'intégration complète de la biodiversité dans l'économie néo-aquitaine.

L'étude n'a pas la revendication d'offrir un résultat exhaustif des besoins en offre de formation. Elle s'est étendue sur quatre mois et demi, et avait pour objectif d'analyser l'ensemble du territoire de la région Nouvelle-Aquitaine. Ainsi, l'étude doit être comprise comme un premier effort de recherche, permettant de dessiner de premiers résultats et de réfléchir à des pistes d'actions.

Quels besoins en compétences et en formations en lien avec les métiers de la transition écologique³, est une étude expérimentale menée par le réseau CarifOref. Elle porte des objectifs similaires aux nôtres. Cette réflexion déjà menée a grandement guidé notre méthode.

Ce document présente le déroulé de l'étude et sa méthodologie, suivis par une synthèse des résultats obtenus lors du travail d'enquête.

Problématique

Les réflexions autour des offres de formation ayant trait à la biodiversité sont intégrées dans un contexte de « verdissement » de l'économie. Conceptualisé par l'Onemev, l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie

1 Région Nouvelle-Aquitaine, Néo Terra, la feuille de route : accompagner et accélérer la transition, séance plénière 9 juillet 2019.

2 Stratégie régionale pour la biodiversité Nouvelle-Aquitaine 2023-2032, Rapport région Nouvelle-Aquitaine, OFB, Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Octobre 2022.

3 Laurent Baudinet, Guy-Stéphane Akanza, David Chen, Fanny Decaux, Cécile Reveille-Dongradi, "Quels besoins en compétences et en formation en lien avec les métiers de la transition écologique ? Étude expérimentale dans trois régions de France", réseau des Carif Oref, février 2023

verte, cette notion permet d'évaluer le degré d'intégration des enjeux environnementaux dans les activités professionnelles⁴. Pour appréhender ce processus, l'Onemev a distingué les métiers verts et les métiers verdissants. Les premiers se définissent comme des métiers dont la finalité et/ou les compétences mises en œuvre contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement.

Les seconds se définissent comme des métiers dont la finalité n'est pas environnementale, mais qui intègrent de nouvelles « briques de compétences » pour prendre en compte de façon significative et quantifiable la dimension environnementale dans le geste métier. Cependant, la mesure et l'identification de ces métiers restent difficiles.

⁴ Onemev, Métiers verts et verdissants : près de 4 millions de professionnels en 2018, ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, publié le 20 décembre 2021.

Typologie des métiers et recompositions des compétences en lien avec les objectifs environnementaux

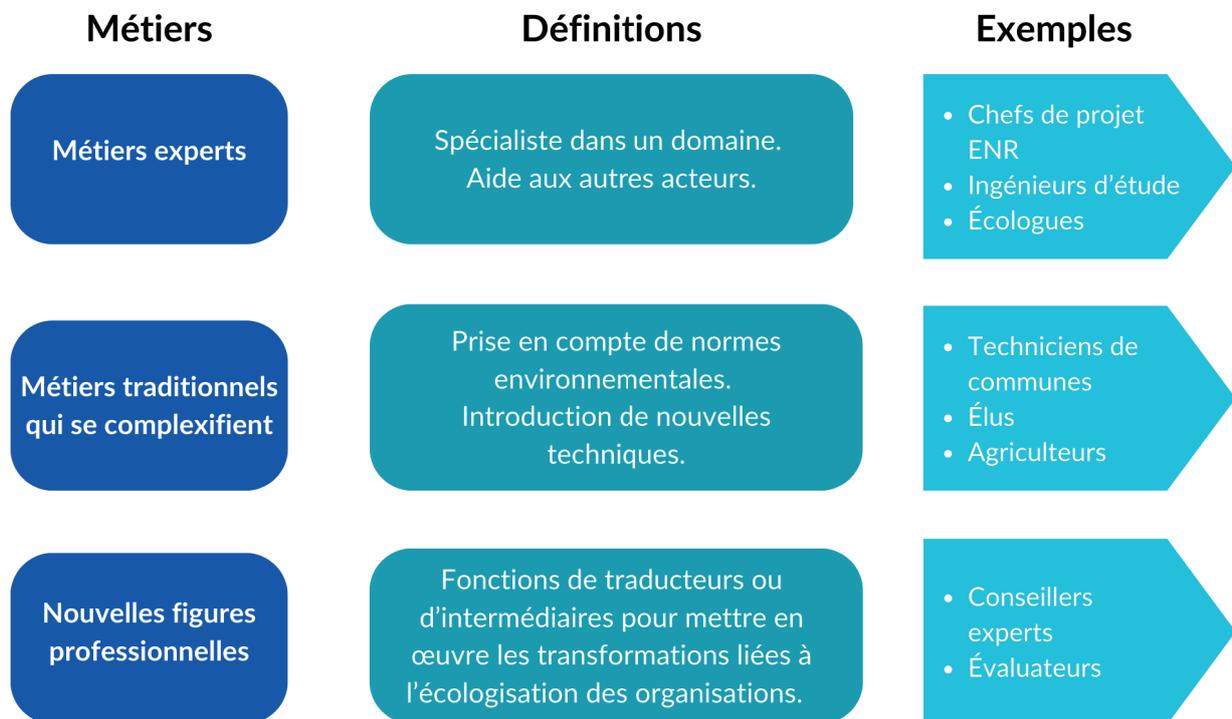


Schéma produit à partir de l'article "La transition écologique au travail : emploi et formation face aux défis environnementaux", Liza Baghioni, Nathalie Moncel - n°423, 2022, Cereq Bref.

En parallèle, le Céreq, le Centre d'étude et de recherches sur les qualifications, a conduit des travaux pour cerner plus finement la nature des transformations dans les activités professionnelles¹. Le Céreq parle d'écologisation des activités, définie comme l'intégration systématique et systémique des préoccupations environnementales dans les activités de travail. Ces travaux, conduits par le Céreq, ont permis de mettre en évidence différentes formes de recomposition des compétences et une typologie des métiers (voir Figure 1). Cette typologie nous a permis de mieux appréhender les évolutions des métiers et des activités au niveau des compétences.

L'étude met en évidence un processus d'hybridation des métiers existants plutôt que l'émergence de nouveaux métiers, ce qui demande un agencement de nouvelles compétences. Ainsi, ces travaux démontrent le rôle des acteurs de la formation, dans leur capacité à participer à la montée en compétences et au développement de compétences, en intégrant les préoccupations environnementales dans les contenus de formation.

Notre étude s'intègre dans un territoire précis, celui de la région Nouvelle-Aquitaine. Plus grande région de France, ce territoire admet des enjeux différents autour de la biodiversité, notamment en termes de milieux naturels et des activités professionnelles dominantes dans les différents territoires néo-aquitains. Ainsi, des différences de point de vue et de priorités aux niveaux des enjeux de la biodiversité sont envisageables entre les acteurs enquêtés des différents départements et différents domaines professionnels.

La présente étude cherche à répondre à la problématique suivante : l'offre de formation en Nouvelle-Aquitaine permet-elle de ré-

pondre aux besoins en compétences des métiers intégrant les enjeux de la biodiversité ?

Cadrage de l'étude

Afin de cibler précisément les attendus de l'étude, un premier effort de cadrage de la réflexion a été effectué. Cette étape nous a permis dans un premier temps de mettre en évidence les principaux enjeux de la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine. D'après Vincent Bretagnolle, coordinateur du diagnostic sur la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine Ecobiose et directeur de recherche au CNRS, « la biodiversité englobe l'ensemble de la variabilité du vivant. Du fait de son érosion alarmante et de son rôle capital pour les sociétés humaines à travers le fonctionnement des écosystèmes dans lesquels nos sociétés puisent l'essentiel de leurs ressources, elle s'est imposée comme un enjeu majeur du XXIe siècle »². Dans le cadre de la feuille de route Néo Terra, Ecobiose met en avant le rôle majeur et direct de la biodiversité dans la production agricole, ainsi qu'un rôle indirect, notamment à travers la pollinisation ou le contrôle biologique des bio-agresseurs. Pour résumer, la biodiversité joue un rôle économique majeur dans le fonctionnement des socio-écosystèmes néo-aquitains, et pourtant elle est menacée par des contraintes fortes dans les milieux anthropisés.

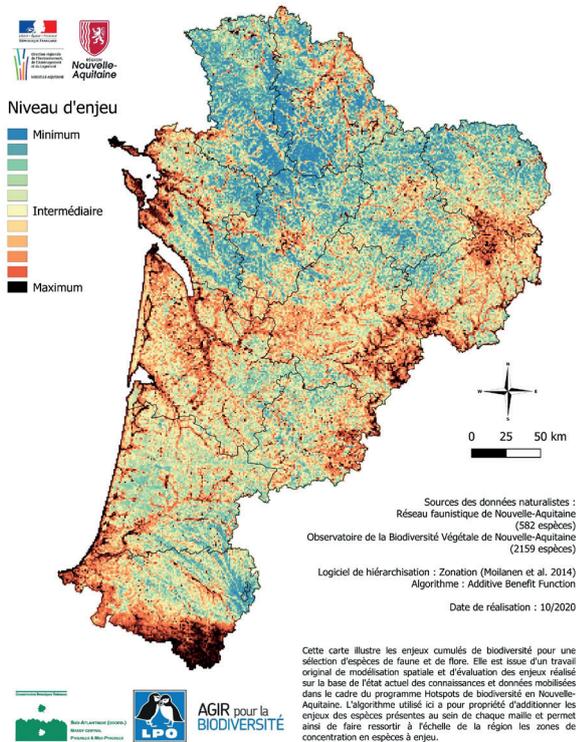
La cartographie des hotspots de biodiversité et des lacunes de protection en Nouvelle-Aquitaine, proposée par la Ligue pour la Protection des Oiseaux et le Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique, nous permet de localiser et caractériser les secteurs

1 Liza Baghonie, Nathalie Moncel, La transition écologique au travail : emploi et formation face au défi environnemental, CÉREQ BREF, N°423, juillet 2022.

2 Région Nouvelle-Aquitaine, Néo Terra, la feuille de route : accompagner et accélérer la transition, séance plénière 9 juillet 2019.

de concentration d'enjeux de biodiversité à l'échelle régionale.

Hotspots de biodiversité en Nouvelle-Aquitaine Carte des enjeux cumulés de biodiversité



La carte des Hotspots de biodiversité permet de localiser les enjeux à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine³.

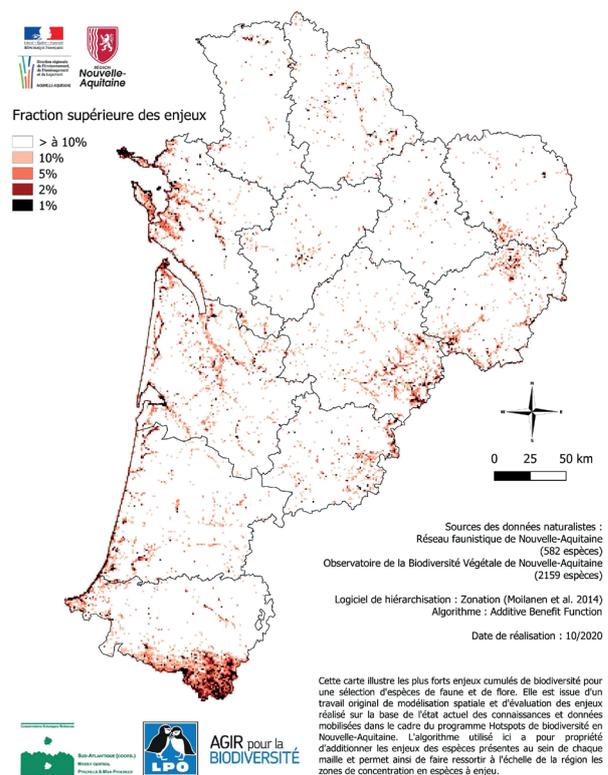
Elle indique le niveau de priorité relatif pour chacune des 86 328 mailles de 1 x 1 km de la région. Les zones en bleu ne sont pas nécessairement des zones de faible intérêt pour la conservation de la biodiversité mais ne sont pas prioritaires par rapport au reste du territoire. Quatre zones géographiques avec une forte concentration d'enjeux se dégagent. Les Pyrénées béarnaises, dû à leur contexte montagnard qui abrite une importante diversité écosystémique, notamment des espèces basques, ibériques ou pyrénéennes.

Ensuite, le littoral se présente comme une zone à enjeux forts. L'article précise trois régions : le noyau centre-atlantique,

correspondant aux îles charentaises, aux marais arrière-littoraux, aux parties aval des principaux fleuves et aux massifs dunaires continentaux et falaises côtières ; le noyau sud-gascon correspondant à la Corniche basque et la province du Labourd, à l'Adour et ses annexes et au littoral sud-landais ; et enfin le cordon dunaire aquitain et les zones humides arrière-littorales.

La troisième zone à forts enjeux est nommée par cet article les « irradiations subméditerranéennes », localisées vers les abords du Quercy dans l'est du Lot-et-Garonne, le sud-est de la Dordogne et le sud de la Corrèze. Enfin la dernière zone est le plateau de Millevaches, qui héberge des cortèges originaux liés aux milieux sub-montagnards et tourbeux.

Hotspots de biodiversité en Nouvelle-Aquitaine Carte des plus forts enjeux cumulés de biodiversité



Afin d'identifier les lacunes de protection, l'étude a réalisée une carte des zonages de

3 Collectif, 2021. Cartographie des hotspots de biodiversité et des lacunes de protection en Nouvelle-Aquitaine. Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique et Ligue de Protection des Oiseaux (coord.) : 105p.

protection forte retenus pour la Stratégie nationale pour les Aires Protégées 2030.

Le croisement des zonages d'aires protégées avec les couches des hotspots de biodiversité permet d'obtenir une carte synthétique des territoires révélant un défaut de protection. Ces territoires nécessitent d'être pris en compte en priorité dans les activités professionnelles de la région.

Dans un second temps, cette étape de cadrage nous a permis de dégager trois domaines professionnels, ayant de forts impacts sur l'état de la biodiversité. Ils correspondent aux domaines pour lesquels l'intégration systématique des enjeux de la biodiversité dans leurs activités et la recomposition de leurs compétences permettent de ralentir concrètement l'érosion de la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine. Le choix de ces domaines s'appuie sur les ambitions de la feuille de route Néo Terra.

Le domaine de l'agriculture est le premier domaine sur lequel porte notre étude. Le rôle de l'agriculture intensive dans le déclin de la biodiversité est une fois de plus démontré dans Néo Terra et dans le diagnostic Ecobiose. L'utilisation massive des intrants chimiques a démontré ses limites environnementales. Sa position de première région agricole française en valeur renforce l'importance pour la Nouvelle-Aquitaine d'accélérer et d'accompagner sa transition agroécologique. Néo Terra présente l'agroécologie comme un modèle qui réintroduit de la diversité dans les systèmes de production et qui considère la biodiversité comme un facteur clé des systèmes de productions agricoles. C'est pourquoi nous allons étudier la recomposition des compétences en agriculture dans cette volonté de transition vers l'agroécologie et voir si l'offre de formation suit cette évolution.

Dans un contexte de croissance démographique, Néo Terra démontre la nécessité de sobriété foncière qui garantit la

préservation des terres agricoles, forestières et naturelles pour la biodiversité. Dans cette ambition, l'aménagement du territoire apparaît comme un domaine prioritaire dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité. Néo Terra rappelle, la nécessité de protéger la biodiversité dans les choix publics de construction et d'aménagement, selon la séquence Éviter-Réduire-Compenser, ou en s'appuyant sur les concepts de Trames Verte et Bleue. D'après le Code de l'environnement, ces réseaux formés de continuités écologiques terrestres et aquatiques contribuent à l'amélioration de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Il est nécessaire de connaître les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques que constituent les continuités écologiques.

Enfin, la Nouvelle-Aquitaine admet une grande diversité d'écosystèmes terrestres et aquatiques, indispensables au vivant. Néo Terra démontre la nécessité d'investir dans les actions de conservation des espèces et de protéger les réservoirs de biodiversité. C'est pourquoi nous nous intéressons aux métiers de protection de la biodiversité, agissant concrètement sur le terrain, pour préserver la biodiversité et sensibiliser le grand public.

Méthode



L'étude était organisée en deux travaux parallèles. Le premier avait pour objectif d'inventorier les offres de formation ayant trait à la biodiversité. Le second cherchait à identifier les manques en compétence et en formation formulés par les acteurs du territoire néo-aquitain, l'objectif final étant de désigner les besoins en offres de formation et les compétences nécessaires à développer.

1. Périmètre de recherche

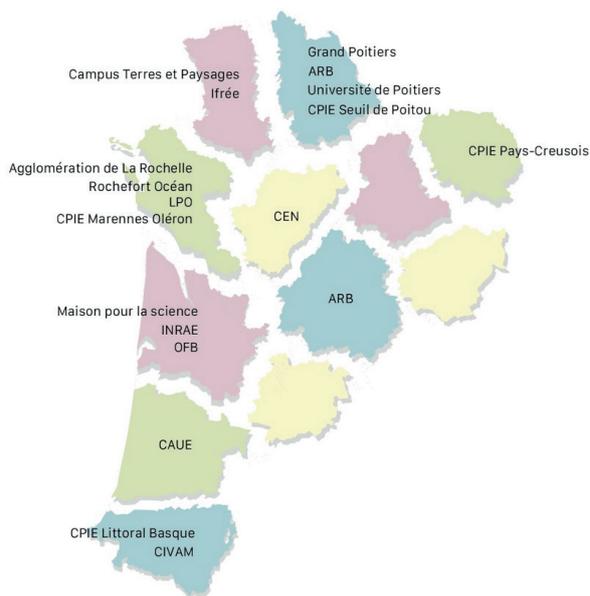
La première étape, commune aux deux travaux, a permis de définir le périmètre de l'étude et de révéler l'organisation de l'activité économique en Nouvelle-Aquitaine. Le cadrage de l'étude, déjà développé dans ce livret, nous a permis d'identifier les trois domaines professionnels ayant le plus d'impact sur la biodiversité et permettant de ralentir au mieux l'érosion de la biodiversité. Nous avons ensuite identifié les différents organismes œuvrant dans chacun de ces domaines. Ensuite, nous avons effectué des entretiens avec des acteurs clés de ces organismes, pour orienter nos recherches et identifier d'autres acteurs à enquêter.

Cette première étape nous a permis d'élaborer une liste d'acteurs et d'organismes cibles.

Au regard de la durée de l'étude relativement courte, nous avons fait le choix de sélectionner principalement des organismes impliqués dans la transition environnementale, tels que des associations naturalistes, des institutions, ou des acteurs de la formation (université, Ifreé, Campus Terre et Paysage). Nous avons ainsi pu récolter des informations pertinentes d'acteurs engagés pour la protection de l'environnement, ou dans l'intégration de la biodiversité dans leurs activités.

ronnement, ou dans l'intégration de la biodiversité dans leurs activités.

Organismes ayant participé aux entretiens



Liste des sigles :

ARB : Agence Régionale de la Biodiversité
CAUE : Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement
CEN : Conservatoire d'Espaces Naturels
CIVAM : Centre d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural
CPIE : Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement
INRAE : Institut National de la Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
LPO : Ligue pour la Protection des Oiseaux
OFB : Office Français de la Biodiversité

2. Travail d'enquête

Les organismes ont été sélectionnés par rapport à leur expertise, soit dans l'un des trois domaines ou soit intégrés dans le milieu des formations en Nouvelle-Aquitaine. Leur engagement et leur expertise devaient nous permettre de récolter des informations précises. Nous avons fait le choix de choisir des interlocuteurs divers. Ainsi, nous avons effectué des entretiens à la fois avec des responsables de pôles au sein des institutions et des collectivités territoriales, des professeurs à l'Université, des agents sur le terrain et des chargés de mission et de projet au sein de plusieurs

organismes, admettant des compétences plus larges.

Nous avons fait le choix de ne pas enquêter les entreprises du territoire néo-aquitain. Cela nous a permis de rester concentrées sur nos trois domaines sélectionnés. Cependant, il existe de grands enjeux d'évolutions des pratiques en entreprises. Ainsi, il pourrait être intéressant d'enrichir les résultats de cette enquête par une autre étude concentrée sur les entreprises, pour avoir une vision plus fine de l'intégration des enjeux de la biodiversité dans le territoire néo-aquitain.

Les entretiens effectués dans le cadre de cette étude se voulaient semi-directifs, permettant de laisser à l'interlocuteur la possibilité de développer des thématiques dans son champ d'expertise (voir grille d'entretien en annexe). Chacun des interlocuteurs a été identifié dans l'annuaire de Biosena et contacté par e-mail. Cette étape avait pour but de collecter des informations qualitatives sur le terrain, ainsi les résultats doivent être appréhendés comme une tendance de fond de l'évolution des besoins en compétences et en formations en Nouvelle-Aquitaine.

3. Traitement des données

Cette dernière étape s'est déroulée en trois temps. Un premier travail de retranscription des entretiens a été effectué afin de conserver le maximum d'informations. Ensuite, il a été nécessaire de synthétiser l'ensemble des données. Pour cela, nous avons construit un tableau d'analyse, en suivant le plan de la grille d'entretien (voir tableau d'analyse en annexe).

Il s'agissait de relever les manques en compétences des acteurs professionnels et de les traduire en besoin en formation. L'inventaire effectué en parallèle a ainsi pour objectif de vérifier la disponibilité des offres de formation en Nouvelle-Aquitaine, nous permettant d'identifier de potentielles lacunes.

4. Travail d'inventaire

Quant au travail d'inventaire, le but de cette liste est de présenter les formations en agriculture, en aménagement du territoire et en protection des espaces naturels que l'on retrouve sur tout le territoire néo-aquitain. Le public cible regroupe d'une part les acteurs (étudiants, professionnels, entreprises...) cherchant à se former et d'autre part les acteurs pouvant apporter des contenus de formations. Ces derniers auront un aperçu des formations déjà existantes par domaines et par départements et auront donc la possibilité d'apporter de nouvelles propositions en termes de formations pour notamment répondre aux besoins des acteurs du territoire. Le but est, à terme, que les manques recensés dans cette région ne subsistent plus. Pour rendre la liste accessible à tous, elle sera représentée sous forme d'une carte interactive. Les formations seront alors positionnées géographiquement sur une carte de la Nouvelle-Aquitaine. Des filtres (formation initiale/continue, département, domaine, sous-domaine) permettront de ne faire apparaître qu'un certain type de formation.

Plusieurs sources ont été nécessaires pour réaliser l'inventaire des formations. La première était les membres du groupe de travail déjà en place. Ils ont pu donner des conseils sur le cadrage de l'étude, et ont, en partie, permis de faire émerger les trois domaines qui seront étudiés par la suite. Ils ont aussi donné des premières pistes d'organismes de formations, surtout concernant les associations présentes sur leur territoire. Par la suite, d'autres acteurs ont été interrogés et ont également permis d'avancer la liste. En effet, la grille d'entretien comprenait des questions concernant les formations que les enquêtés ont pu faire dans leur parcours professionnel ou encore dans les organismes de formations dont ils ont déjà entendu parler. Certains sites ont aussi servi de source puisqu'ils référencent directement des formations. On retrouve

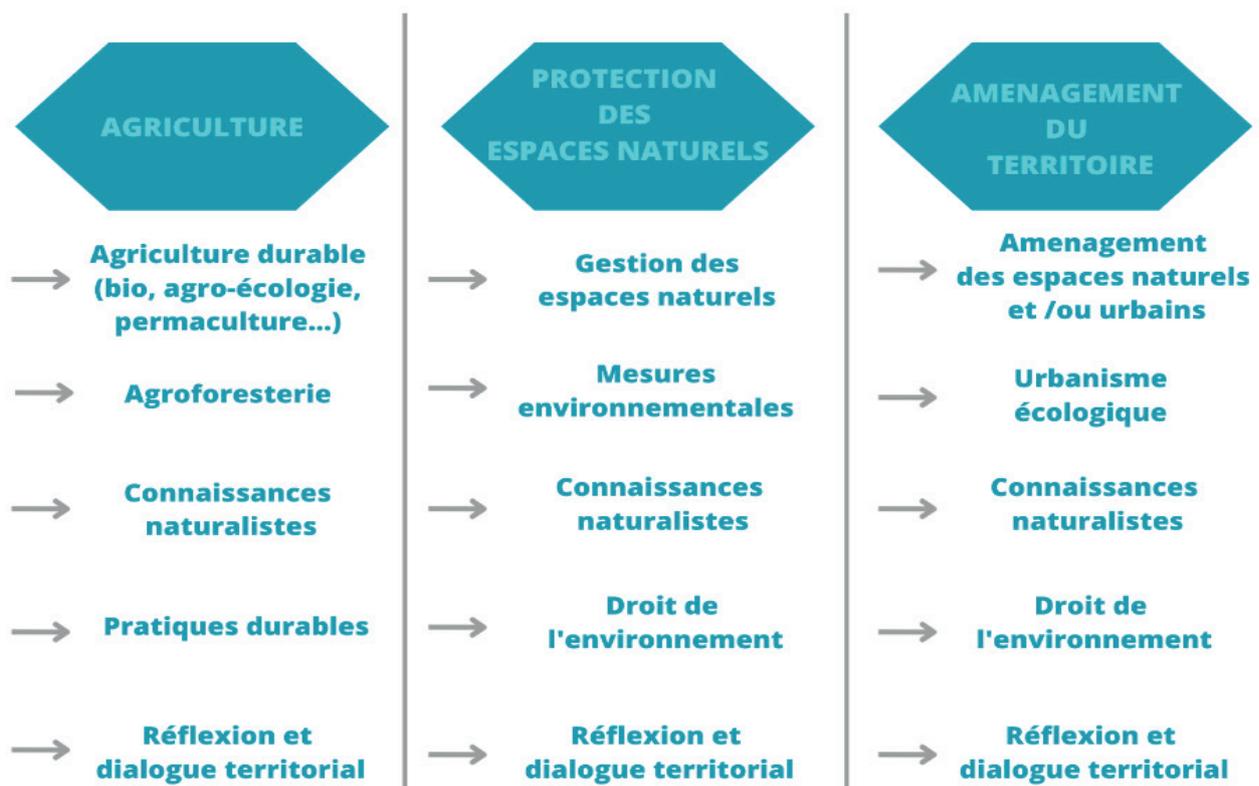
l'Onisep pour les formations initiales ou encore le réseau Carif Oref pour les formations continues. On peut également citer Reana, le Réseau des Établissements Agricoles de Nouvelle-Aquitaine qui catalogue les formations agricoles des établissements publics. Beaucoup de recherches complémentaires ont été effectuées en parallèle sur Internet. La sélection de trois domaines uniquement a réduit l'étendue de l'étude et a facilité les recherches associées.

Après avoir défini les trois domaines ayant un fort impact sur la biodiversité, l'objectif était de sélectionner des sous-domaines permettant d'organiser au mieux la liste des formations. Ces sous-domaines ont été choisis à partir des résultats des enquêtes. En effet, certaines catégories de formations ont été souvent mentionnées, telles que l'agroforesterie ou le dialogue territorial. Il nous a paru pertinent de créer un filtre dans la liste des formations ayant pour but d'accéder plus facilement au type de formation que l'on souhaite trouver. La sélection des sous-domaines a également été effectuée après avoir invento-

rié assez de formations pour les répartir dans des catégories plus restreintes que les domaines qui regroupent un large panel de formation. À partir de cela, cinq sous-domaines ont été déterminés pour chacun des thèmes (voir figure).

Les domaines et sous-domaines ont permis de définir les formations à sélectionner pour la liste finale. Cependant, d'autres types de formations n'ont pas été prises en compte dans cette étude, bien que nous tenons à préciser qu'elles existent et sont nombreuses dans la région. D'abord, il y a toutes les formations à distance. Notre étude liste uniquement les formations en présentiel. Ensuite, on retrouve les formations de sensibilisation. Elles n'ont pas été sélectionnées, car le but de l'étude est de répertorier les formations apportant de réelles compétences.

Cette étude recense donc les formations de manière non exhaustive. Cela influe sur les résultats qui vont être analysés et représente donc un biais.





1. Résultats de l'inventaire

Les résultats de la liste complète des formations pour les domaines de l'agriculture, de l'aménagement du paysage et la protection des espaces naturels en Nouvelle-Aquitaine se trouveront bientôt sur le site web de Biosena, sous la forme d'une carte interactive dotée de filtres de sélection.

De plus, nous présentons ci-dessous une visualisation en anamorphose du nombre de formations par domaine et dans chaque département de Nouvelle-Aquitaine. Elles sont en projection de Mercator, ce qui veut dire que leurs angles sont conservés, mais pas les distances ni les aires. La taille de chaque département est proportionnelle au nombre de formations qu'il héberge.

C'est sur la carte des formations liées à l'agriculture que les formes des départements se rapprochent le plus de la réalité. Cela indique que le nombre de formations en agriculture est plutôt équilibré dans toute la région entre les départements. On retrouve tout de même moins de formations à l'est de la Nouvelle-Aquitaine, en Creuse et Corrèze. Cela peut être dû au fait que ces deux départements sont les moins peuplés de la région. À l'inverse, les formations sont plus nombreuses en Charente, Vienne et Gironde. Cela peut s'expliquer par le facteur de l'occupation du sol. Les territoires agricoles prennent la plus grande place dans les départements de Vienne et de Charente avec, respectivement, 78,8 % et 74,3 % du sol selon l'Observatoire du territoire¹. La part de l'emploi salarié dans

l'agriculture peut aussi être un facteur déterminant, car elle est la plus élevée en Charente (14,1 %) et en Vienne (8,2 %)². Enfin, pour la Gironde, c'est le deuxième département avec le plus grand nombre d'exploitations agricoles et la présence de l'université de Bordeaux joue aussi sur le grand nombre de formations proposées dans ce département³.

La carte sur les formations en aménagement du territoire montre une plus grande disparité d'offres entre les départements. La Gironde et la Haute-Vienne sont, de loin, les départements proposant le plus de formations. On observe, à l'inverse, moins de formations dans les Landes, la Creuse, la Corrèze, la Dordogne, la Charente et le Lot-et-Garonne. Ces écarts peuvent être expliqués par les universités qui n'ont pas la même ampleur dans chaque ville. En effet, les formations sont en majorité des formations initiales qui sont proposées par les universités. Celles-ci proposent le plus grand nombre de formations dans les villes de Bordeaux (Gironde) et Limoges (Haute-Vienne).

La dernière carte représentant la quantité de formations sur la protection des espaces naturels montre aussi une forte hétérogénéité dans l'offre de formation selon les départements. Un manque de formation est notable dans les mêmes départements que pour le domaine de l'aménagement du territoire. La Gironde est le département qui propose le plus grand nombre de formations, suivie par les Pyrénées-Atlantiques et la Charente-Maritime. Le facteur université peut, une nouvelle fois, expliquer ce phénomène.

1 CORINE Land Cover - CGDD-SDES, 2018. Part des surfaces selon l'occupation du sol - territoires agricoles. L'Observatoire des territoires.

2 Insee (Clap), 2020. Part de l'emploi salarié dans l'agriculture. L'Observatoire des territoires.

3 Agreste - Recensement agricole, 2020. Nombre d'exploitations agricoles. L'Observatoire des territoires.

Les formations liées à l'agriculture en Nouvelle-Aquitaine

Les formations en agriculture par département de Nouvelle-Aquitaine

- département déformé
- département



N 50 km

Source : inventaire issu de l'étude sur "l'inventaire et les manques en formations répertoriés en région Nouvelle-Aquitaine"
 Fait par Maud Troisvallets sur le logiciel Magit

Les formations liées à l'aménagement du territoire en Nouvelle-Aquitaine

Les formations en aménagement du territoire par département de Nouvelle-Aquitaine

- département déformé
- département



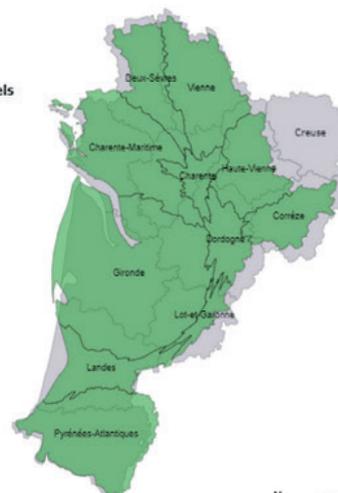
N 50 km

Source : inventaire issu de l'étude sur "l'inventaire et les manques en formations répertoriés en région Nouvelle-Aquitaine"
 Fait par Maud Troisvallets sur le logiciel Magit

Les formations liées à la protection des espaces naturels en Nouvelle-Aquitaine

Les formations sur la protection des espaces naturels

- département déformé
- département



N 50 km

Source : inventaire issu de l'étude sur "l'inventaire et les manques en formations répertoriés en région Nouvelle-Aquitaine"
 Fait par Maud Troisvallets sur le logiciel Magit

Cependant, les départements des Pyrénées-Atlantiques et de la Charente-Maritime sont ceux qui ont la plus grande part de zones de protection sur leur territoire. Ils arrivent en tête du classement concernant les ZNIEFF (Zone d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique)⁴, les ZPS (Zone de Protection Spéciale)⁵ et les zones Natura 2000⁶.

Cela peut alors jouer sur la proposition en formations sur ces territoires, dont les gestionnaires vont être potentiellement davantage concernés par les enjeux de biodiversité.

2. Résultats des enquêtes

Ces résultats sont présentés sous forme de schéma. Dans les bulles y figurent les constats faits par les acteurs enquêtés, ils sont dési-

gnés par des manques, des freins ou des besoins. Dans les rectangles associés figurent les solutions possibles en termes d'offre de formation et de compétences à développer.

Dans le cadre de notre étude, les résultats sont donc exprimés en termes de formation. Il est important de distinguer formation et sensibilisation. Si cette dernière peut-être appréhendée comme un premier effort d'intégration des enjeux de la biodiversité, nous pouvons la définir comme un apport de connaissances pour rendre les acteurs réceptifs aux enjeux de l'environnement. La formation peut, elle être définie comme un apport de compétences et d'outils pour intégrer les connaissances environnementales et les rendre applicables dans les activités des acteurs.

4 Muséum national d'Histoire naturelle, INPN Métropole 2022. Part des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 dans la superficie du territoire. L'Observatoire des territoires.

5 Muséum national d'Histoire naturelle, INPN 2013. Part des Zones de Protection Spéciale (ZPS) dans la superficie du territoire. L'Observatoire des territoires.

6 CGDD / SOeS, d'après Natura 2000, 2013. Part de la superficie en zone Natura 2000 dans le département. L'Observatoire des territoires.

Constats généraux sur les manques en offre de formation

Manque de **connaissances et de compétences des élus des petites communes rurales**

- Formation pour les élus
 - Connaissances **enjeux du territoire** local
 - Connaissances des dispositifs de réglementation pour l'environnement
- Formation d'acteur intermédiaire : avec un rôle de traducteur des enjeux environnementaux
 - Compétence en **dialogue territorial**
 - Capacité d'aborder les sujets de **controverse**

Mission d'**accompagnement** des acteurs

Manque d'**applicabilité** des connaissances scientifiques naturalistes

- Intégrer des connaissances sur le **fonctionnement d'un territoire** dans les formations scientifiques
 - Dans les formations d'écologie et de naturaliste
 - Connaissances des jeux d'acteurs

Manque de **compréhension** des enjeux de biodiversité dans les entreprises

- Formation continue **pour les salariés** des entreprises
 - Comprendre les impacts environnementaux de son entreprise
- Formation des **responsables RSE** des entreprises
 - Compétence sur les **normes environnementales**
- Formation continue pour les dirigeants d'entreprises
 - Intégrer la biodiversité dans les choix internes des entreprises

Dans le cadre d'une journée de rencontre organisée par la communauté d'agglomération de Rochefort Océan, un groupe de travail regroupant plusieurs acteurs du territoire s'est penché sur la même problématique que la nôtre. Les réponses émises dans le cadre de cette journée nous ont permis de conforter nos résultats et de les enrichir. Ces résultats généraux correspondent à un besoin émis par plusieurs acteurs, issus d'un domaine professionnel différent. Ils sont issus des constats faits par ces acteurs, sur les difficultés qu'ils

rencontrent dans le cadre de leurs métiers et qui altèrent leur capacité à répondre aux enjeux de la biodiversité. Un élément de réponse proposé par ces mêmes acteurs en termes de formation est accolé à ces constats. Ces résultats sont aussi issus de manque ou de besoins supplémentaires en termes de compétences, directement émis par plusieurs enquêtés.

Le premier constat fait est celui d'un manque de connaissances des élus locaux sur les enjeux de la biodiversité, principalement des

élus de petites communes rurales. Ce constat vient des acteurs déjà engagés dans une démarche d'accompagnement des élus. Leurs missions sont pensées comme soutien aux élus, en les aidant dans leur projet et facilitant l'intégration de la biodiversité dans les projets de territoire. Cependant, le manque de connaissances des élus est perçu comme un frein par ces acteurs. Cette lacune peut parfois s'accompagner d'une réelle volonté des élus à améliorer la prise en compte de l'environnement dans leur commune. Cependant d'après les acteurs travaillant à leur côté, certains élus admettent une certaine résistance à l'idée d'intégrer la biodiversité dans leur projet de territoire. Ainsi, pour pallier ce manque, il semble nécessaire de proposer des formations pour les élus et de mieux former les acteurs des missions d'accompagnement, avec des compétences en dialogue territorial et de leur apporter les clés pour aborder les sujets de controverse.

Le deuxième constat correspond à un manque d'application concrète des compétences acquises dans le cadre d'une formation initiale, dans une discipline environnementale. Si ces formations permettent de former des spécialistes en biodiversité, leur manque de connaissances sur le fonctionnement d'un territoire nuit à l'utilité de leurs connaissances. En effet, si travailler dans une collectivité territoriale

n'est pas leur vocation première, la prise en compte de la biodiversité s'y exerce de plus en plus. Car ces collectivités, notamment les communes, admettent des compétences locales propres. Il est donc nécessaire d'intégrer un volet fonctionnement d'un territoire dans ces formations, afin d'appréhender l'environnement et le territoire à travers ses fonctionnements écologiques, mais aussi à travers ses dynamiques anthropiques et les jeux d'acteurs interdépendants.

Enfin, si le dernier constat n'est pas le cœur de cette étude, l'intégration des enjeux de biodiversité dans les entreprises s'est présentée comme un réel besoin d'évolution en Nouvelle-Aquitaine. D'après plusieurs acteurs ce besoin en formation doit passer par une meilleure connaissance et compréhension des normes environnementales. Si ces formations doivent s'adresser en priorité aux dirigeants de ces entreprises, la formation des salariés est aussi un enjeu important. Enfin, dans le monde des entreprises, l'intégration de la biodiversité doit passer par une meilleure formation des acteurs de la responsabilité sociétale des entreprises, qui commence à intégrer les enjeux de biodiversité, notamment pour les PME.

Constats dans le **domaine de l'agriculture** sur les manques en offre de formation

Résistance d'une partie du monde agricole pour la transition vers l'agroécologie

- Formation initiale : continuer l'**effort d'intégrer l'agroécologie**
 - Connaissances enjeux de la biodiversité en agriculture
 - Compétence dans les pratiques agroécologiques
- Formation continue pour les agriculteurs
- **Formation d'acteur intermédiaire** : avec un rôle de traducteur des enjeux environnementaux
 - Compétence en médiation

Manque de formation pour les **nouvelles formes d'agriculture**

- Développer une **offre de formation en agroforesterie** sur l'ensemble du territoire néo aquitain
- Favoriser l'**émergence de nouvelles pratiques agricoles** : de polyélevage, polyculture et permaculture
 - Formation continue et initiale en s'appuyant sur des paysans déjà engagés dans ces pratiques

Manque d'accompagnement des agriculteurs s'engageant pour la transition

- Formation acteurs intermédiaires
 - Rôle d'accompagnateur de la transition
- Formation initiale
 - Compétence de **conseiller**
- Formation continue pour les acteurs du territoire
 - Agent des CPIE
 - Réseau des CIVAM

Besoin de **vulgarisation des démarches portant la biodiversité** dans l'agroécologie

Constats dans le **domaine de l'aménagement du territoire** sur les manques en offre de formation

Manque d'intégration de la biodiversité dans les compétences des **communes**

- **Formation continue des élus** des collectivités territoriales
 - Compétence sur l'**intégration de la biodiversité dans la planification urbaine**
 - Comprendre la séquence Éviter - Réduire - Compenser
- Formation continue des **techniciens des espaces verts**

Manque d'intégration enjeux biodiversité métier de **paysagiste**

- Formation initiale de paysagistes
 - Mieux intégrer la biodiversité
- Formation continue
 - Réintégrer le sujet biodiversité chez les paysagistes

Mauvaise intégration enjeux de biodiversité dans tous **les services des collectivités** territoriales

- Fonctionnement en services perçu comme un frein
 - Formation d'**acteurs intermédiaires**
 - Compétences interdisciplinaires
 - Formation d'un **représentant environnement dans plusieurs services**
 - Formation continue des élus dans chaque services

Constats dans le **domaine de la protection de l'environnement** sur les manques en offre de formation

Manque d'animateurs
dans les organismes
de protection

- Formation initiale d'animateur
 - Compétence de **pédagogie**
 - Apporter la connaissance au grand public
- Objectif de formation des **acteurs en contact avec du public**
 - Animation pour les acteurs du tourisme
 - Pour les élus

Les **CPIE** prennent
la **compétence de dialogue**

- Formation continue en **médiation**
 - Compétence en **dialogue territorial**
 - Compétence pour aborder les **sujets de controverse**

Conclusion



À travers une synthèse documentaire et un travail d'enquête, l'étude a permis de montrer le processus d'hybridation des métiers en termes de compétences, dans ce contexte de verdissement de l'économie. Les offres de formation doivent être pensées pour accompagner cette transition et la complexification des métiers.

Pour cela, la région peut s'appuyer sur un réseau d'acteurs spécialisés dans l'accompagnement des projets en faveur de la biodiversité. L'étude a démontré un réel besoin en formation de ces acteurs, afin de faciliter l'intégration générale des enjeux de biodiversité dans les activités néo-aquitaines.

Il est important de rappeler que des initiatives en faveur de la transition sont déjà engagées. Si la région accompagne déjà certaines initiatives à travers un important financement, il peut être intéressant d'effectuer un diagnostic des actions en cours et des compétences qu'elles impliquent, afin de savoir comment appuyer et encourager ces initiatives. Nous pouvons citer le réseau des CIVAM qui favorise le développement des pratiques agricoles plus bénéfiques pour la biodiversité. Les CPIE sont aussi forts en propositions pour encourager des actions de protection de la biodi-

versité, plusieurs développent des formations pour les acteurs de leur territoire respectif. Mieux connaître ces actions permettrait ainsi de mieux connaître les compétences qu'elles impliquent, pour enrichir les offres de formations ayant trait à la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine.

Cette étude a aussi permis de démontrer la volonté des acteurs du territoire pour faire évoluer leurs pratiques. Si certains acteurs montrent encore une résistance à la transition, une meilleure offre de formation doit permettre de pallier ce déficit.

Enfin, la région Nouvelle-Aquitaine est un territoire vaste, qui admet des enjeux divers pour la biodiversité, des spécialisations économiques différentes selon les territoires. Si cette étude a permis de définir des premières pistes pour améliorer l'offre de formation ayant trait à la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine, il nous semble important de poursuivre la réflexion en s'appuyant sur de nouveaux acteurs, notamment les acteurs économiques des territoires, des agriculteurs, des groupes d'élus et des acteurs des instituts de formation.



Rapport : Maud Troisvallet et Clémence Dumont

Relecture : Martin Galilée

Mise en page : Lisa Boutet

Publication : octobre 2023.



Ressources institutionnelles

- **Agreste - Recensement agricole, 2020. Nombre d'exploitations agricoles. L'Observatoire des territoires.** URL: <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/#bbox=-676272,6057447,1443906,865602&c=indicator&selcodgeo=75&view=map11>
- **Biodiversité : présentation et enjeux, Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, Ministère de la Transition énergétique, modifié le jeudi 6 juillet 2023.** URL: <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques/biodiversite-et-paysages>
- **CGDD / SOeS, d'après Natura 2000, 2013. Part de la superficie en zone Natura 2000 dans le département. L'Observatoire des territoires.** URL: <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/#bbox=-676272,6057447,1443906,865602&c=indicator&selcodgeo=75&view=map11>
- **CORINE Land Cover - CGDD-SDES, 2018. Part des surfaces selon l'occupation du sol - territoires agricoles. L'Observatoire des territoires.** URL: <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/#bbox=-676272,6057447,1443906,865602&c=indicator&selcodgeo=75&view=map11>
- **Insee (Clap), 2020. Part de l'emploi salarié dans l'agriculture. L'Observatoire des territoires.** URL : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/#bbox=-676272,6057447,1443906,865602&c=indicator&selcodgeo=75&view=map11>
- **La dépendance de l'économie à la biodiversité, Comment l'économie dépend-elle de la biodiversité ? Économie et biodiversité, Nature France, mise à jour 07 décembre 2022.** URL : <https://naturefrance.fr/la-dependance-de-leconomie-la-biodiversite>
- **Laurent Baudinet, Guy-Stéphane Akanza, David Chen, Fanny Decaux, Cécile Reveille-Dongradi, "Quels besoins en compétences et en formation en lien avec les métiers de la transition écologique ? Étude expérimentale dans trois régions de France", réseau des Carif Oref, février 2023.** URL : <https://www.intercariforef.org/blog/etude-experimentale-dans-trois-regions-de-france>
- **Les services rendus à la société par les écosystèmes, Comment notre société dépend-elle des écosystèmes? Société et biodiversité, Nature France, Mise à jour le 06 décembre 2022.** URL : <https://naturefrance.fr/les-services-rendus-la-societe-par-les-ecosystemes>
- **Onemev, Métiers verts et verdissants : près de 4 millions de professionnels en 2018, ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, publié le 20 décembre 2021.** URL : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/metiers-verts-et-verdissants-pres-de-4-millions-de-professionnels-en-2018>
- **Région Nouvelle-Aquitaine, Néo Terra, la feuille de route : accompagner et accélérer la transition, séance plénière 9 juillet 2019.** URL : <https://www.calameo.com/read/006009271f3d5d616d3ad>
- **Sophie Margontier, "Métiers verts et verdissants : près de 4 millions de professionnels en 2018", Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, publié le 20**

décembre 2021. URL <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/metiers-verts-et-verdissants-pres-de-4-millions-de-professionnels-en-2018>

- **Stratégie régionale pour la biodiversité Nouvelle-Aquitaine 2023-2032, Rapport région Nouvelle-Aquitaine, OFB, Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Octobre 2022.** URL : https://www.nouvelle-aquitaine.fr/les-actions/transition-energetique-et-ecologique/biodiversite/strategie-regionale-pour-la-biodiversite#titre_h2_9157

Ressources scientifiques

- Collectif, 2021. *Cartographie des hotspots de biodiversité et des lacunes de protection en Nouvelle-Aquitaine*. Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique et Ligue de Protection des Oiseaux (coord.) : 105p.
- Liza Baghonie, Nathalie Moncel, *La transition écologique au travail : emploi et formation face au défi environnemental*, CÉREQ BREF, N°423, juillet 2022. URL : <https://www.cereq.fr/la-transition-ecologique-au-travail-emploi-et-formation-face-au-defi-environnemental>
- Muséum national d'Histoire naturelle, INPN Métropole 2022. *Part des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 dans la superficie du territoire. L'Observatoire des territoires*. URL : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/#bbox=-676272,6057447,1443906,865602&c=indicator&selcodgeo=75&view=map11>
- Muséum national d'Histoire naturelle, INPN 2013. *Part des Zones de Protection Spéciale (ZPS) dans la superficie du territoire. L'Observatoire des territoires*. URL : <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/#bbox=-676272,6057447,1443906,865602&c=indicator&selcodgeo=75&view=map11>
- **Quelle éducation pour quelle transition ? L'Économie politique, n°95, Alternatives économiques, mars 2022.** URL : <https://www-cairn-info.gorgone.univ-toulouse.fr/revue-l-economie-politique-2022-3.htm>
- MOATTI Sandra, « Éditorial », *L'Économie politique*, 2022/3 (N° 95), p. 5-7.
- « Investir dans l'éducation : oui, mais comment ? », *Entretien avec Marie Duru-Bellat, Gabrielle Fack, Propos recueillis par Sandra Moatti, Naïri Nahapétian*, *L'Économie politique*, 2022/3 (N° 95), p. 8-19.
- LEMBRÉ Stéphane, « L'enseignement technique et professionnel, de la révolution industrielle aux emplois verts », *L'Économie politique*, 2022/3 (N° 95), p. 20-31.
- ROBIN Vincent, PERPIGNAN Catherine, DESSAGNE Denis, « Le système éducatif français à l'heure du développement durable », *L'Économie politique*, 2022/3 (N° 95), p. 32-40.
- FLAMAND Jean, JOLLY Cécile, « La prospective des métiers, une boussole pour les politiques emploi-formation », *L'Économie politique*, 2022/3 (N° 95), p. 67-79.
- DUFOUR Mathias, « Accompagner la grande transition des compétences professionnelles », *L'Économie politique*, 2022/3 (N° 95), p. 80-92.



Annexe 1 : grille d'entretien

Partie 1 : présentation générale

1) Quelles sont les missions principales de votre entreprise/organisme/association ?

1.bis Pouvez-vous nous énumérer à titre d'exemple les métiers présents dans l'entreprise ?

2) Pouvez-vous nous présenter les activités quotidiennes que vous effectuez dans le cadre de votre métier ? Quelles compétences ces activités impliquent-elles ?

3) Quel est votre parcours de formation avant ce métier ? Quelles sont les compétences principales en sortie d'étude ?

Partie 2. Les enjeux de la biodiversité dans le secteur et le métier

4) Quels sont selon vous les grands enjeux de la biodiversité dans votre activité professionnelle et de façon plus générale dans votre secteur ? Pour être plus précis : quelles sont selon les actions à mener en priorité pour ralentir l'érosion de la biodiversité ?

5) Quel constat faites-vous de la prise en compte de la biodiversité au niveau régional ? 6) Ce constat se ressent au niveau de votre organisme ?

7) Cela a-t-il entraîné une évolution des métiers, notamment du vôtre ?

8) Avez-vous appris de nouvelles compétences pour répondre à cette évolution ?

9) Cet apprentissage suivait-il une volonté personnelle ou une demande d'un autre acteur (votre employeur, la région...) ?

10) Comment avez-vous acquis ces nouvelles compétences ? (Formation en ligne, au sein de l'entreprise, stage, seul, commentaire)

11) À votre connaissance, est-ce que la prise en compte des enjeux de la biodiversité a entraîné l'émergence de nouveaux métiers ?

Partie 3. Difficultés d'intégrer les enjeux de la biodiversité

13) Rencontrez-vous des difficultés pour répondre aux enjeux de la prise en compte de la biodiversité dans votre activité ?

14) À votre connaissance, savez-vous s'il existe des difficultés de recrutement pour certains métiers dans votre secteur / entreprise ? (avez-vous du mal à trouver certaines compétences ?)

Annexe 2 : tableau d'analyse

Présentation générale		
Missions relatives aux métiers		
Compétences nécessaires au métier		
Comment les enjeux de protection de la biodiversité sont-ils intégrés ?		
Quelle est la formation avant ce métier ?		
Quelles compétences avec ce parcours de formation ?		
Les enjeux de la protection de la biodiversité en NA		
Constat de la situation actuelle	Enjeux principaux	
	Engagement de la région	
Évolution du monde professionnel en lien avec la prise en compte des enjeux de biodiversité		
Évolution de son propre métier, quelles nouvelles formations ?		
Difficulté dans l'intégration des enjeux de biodiversité		
Quels freins potentiels ?		
Difficultés de recrutement, de trouver certaines compétences ?		